GUIDE PRATIQUE !

DIGITAL FlashUP

Caprioli & ASSOCIÉS

IA & RESPONSABILITÉS

CE QUE LES ENTREPRISES DOIVENT ANTICIPER

Un concentré d'idées claires et utiles

Gouvernement Princier
PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Extended Monaco Entreprise

MONACO BUSINESS OFFICE

CONTEXTE

L'IA n'est plus un simple outil

Le déploiement massif de systèmes d'intelligence artificielle dans les entreprises crée de nouveaux vecteurs de responsabilité juridique jusqu'ici inexplorés. Utiliser de l'IA, c'est désormais assumer une responsabilité.

Mauvaise décision automatisée

Un algorithme prend une décision erronée qui cause un préjudice à un client, un partenaire ou un tiers — votre entreprise peut être tenue pour responsable.

Outil défectueux ou dysfonctionnant

Un logiciel d'IA présente un défaut de conception ou de mise en œuvre qui entraîne un dommage matériel, corporel ou financier.

Application générant un préjudice

Une application intégrant de l'IA produit des résultats erronés, discriminatoires ou nuisibles — l'entreprise intégratrice est exposée.

CE QUI CHANGE

L'IA entre dans le cadre juridique européen

Ancien régime

Seuls les produits physiques et tangibles étaient couverts par la directive sur la responsabilité du fait des produits défectueux. Les logiciels et services numériques en étaient largement exclus, créant un vide juridique considérable.

- Produits manufacturés uniquement
- Dommages corporels et matériels classiques
- Charge de la preuve pesant sur la victime

Nouveau régime — Directive 2024/2853

La directive révisée étend explicitement son champ d'application aux logiciels, systèmes d'IA et services numériques intégrés. Le numérique n'est plus hors la loi.

- Logiciels et systèmes d'IA inclus
- Services numériques intégrés couverts
- Présomption de causalité facilitée

DÉFINITIONS CLÉS

Qu'entend-on par « produit » au sens de la directive ?

La notion de produit a été considérablement élargie. Désormais, tout bien ou service incorporant de l'intelligence artificielle peut être qualifié de produit au sens juridique, y compris en l'absence de toute composante physique.

Objets connectés

Tout dispositif IoT intégrant des algorithmes d'apprentissage automatique ou de traitement de données.

Logiciels

Applications standalone, SaaS, ou bibliothèques logicielles déployées dans un contexte professionnel ou grand public.

Systèmes d'IA

Tout système de prise de décision automatisée, de recommandation, de prédiction ou de génération de contenu.

Services numériques intégrés

Plateformes, API et services en ligne incorporant des fonctionnalités d'intelligence artificielle, même accessoires.

Même sans objet physique, votre entreprise est juridiquement concernée dès lors qu'elle développe, fournit ou intègre un système d'IA.

PÉRIMÈTRE DES DOMMAGES

Quels dommages engagent désormais votre responsabilité ?

1

Atteinte à la personne

Préjudices corporels, psychologiques ou atteinte aux droits fondamentaux d'une personne physique causés par un système d'IA défaillant.

2

Dommage matériel

Destruction ou détérioration d'un bien, y compris les biens professionnels, résultant d'un dysfonctionnement d'un produit intégrant de l'IA.

3

Perte ou corruption de données

Nouveauté majeure : la destruction, l'altération ou la perte de données à caractère personnel ou professionnel peut constituer un dommage réparable.

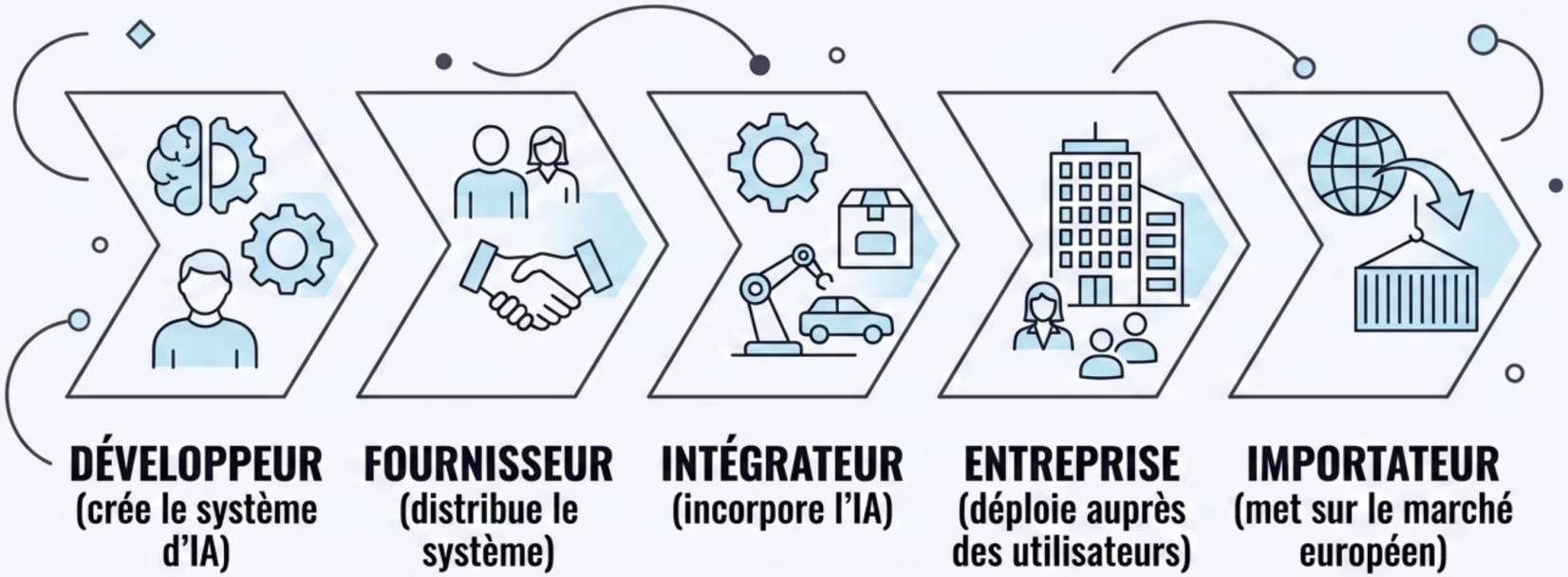
⚠ **Nouveauté juridique clé**

La protection des données devient un enjeu de responsabilité civile à part entière. Toute entreprise manipulant des données via l'IA est directement exposée à des recours en réparation.

CHAÎNE DE RESPONSABILITÉ

Qui est responsable ? Toute la chaîne est exposée

La directive 2024/2853 rompt avec la vision traditionnelle qui ne visait que le fabricant initial. Désormais, chaque maillon de la chaîne de valeur de l'IA peut être mis en cause, solidairement ou individuellement.



L'entreprise utilisatrice — même si elle n'a pas développé l'IA — peut être tenue responsable lorsqu'elle décide du déploiement et des conditions d'utilisation du système.

ÉVOLUTION PROCÉDURALE

Un rééquilibrage en faveur des victimes

L'un des changements les plus significatifs de la directive concerne les mécanismes procéduraux. La charge probatoire est allégée, modifiant fondamentalement l'équilibre du risque juridique.

Action facilitée pour les victimes

Les victimes n’ont pas toujours à démontrer avec précision le mécanisme technique du défaut. Elles doivent toutefois établir l’existence d’un dommage et un lien plausible avec le produit concerné.

Présomption de causalité

Dans certaines conditions, le lien de causalité entre le défaut d'un produit IA et le dommage subi est présumé, renversant partiellement la charge de la preuve.

Le doute profite à la victime

En cas de complexité technique ou de difficulté d’accès aux informations, le juge peut tenir compte de cette situation dans l’appréciation de la preuve.

Risque juridique accru

Ce rééquilibrage procédural signifie que des entreprises parfaitement de bonne foi peuvent se retrouver exposées à des condamnations si elles ne peuvent documenter et expliquer leurs systèmes d'IA.

RISQUES CONCRETS

Un incident IA peut devenir un problème business majeur

⚖️ Litiges clients

Réclamations, procédures judiciaires ou arbitrales initiées par des clients lésés par une décision automatisée erronée ou discriminatoire.

📉 Atteinte à l'image

Couverture médiatique négative, bad buzz sur les réseaux sociaux, perte de confiance des partenaires et des consommateurs.

💶 Coûts juridiques

Frais de défense, honoraires d'avocats, coûts d'expertise technique, indemnisations et potentielles amendes réglementaires cumulées.

🤝 Perte de confiance

Désengagement des partenaires commerciaux, résiliation de contrats, difficultés à attirer de nouveaux clients ou talents.

PLAN D'ACTION · CONTRATS & ASSURANCES

Sécuriser vos contrats et votre couverture assurantielle

📄 Vos contrats fournisseurs doivent évoluer

La relation contractuelle avec vos prestataires d'IA doit être réexaminée à la lumière de la nouvelle directive. Vérifiez systématiquement :

- La répartition des responsabilités en cas de dommage causé par le système
- Les garanties offertes par le fournisseur sur la conformité et la sécurité
- Les limites d'usage contractuellement autorisées
- Les clauses de notification en cas d'incident ou de modification du système

🛡️ Votre assurance doit couvrir les risques IA

La plupart des polices d'assurance responsabilité civile professionnelle n'ont pas été conçues pour couvrir les risques spécifiques liés à l'IA. Auditez votre couverture sur :

- Responsabilité du fait des produits numériques
- Protection et corruption de données
- Dommages causés par des décisions automatisées
- Frais de défense en cas de recours réglementaire

CADRE RÉGLEMENTAIRE GLOBAL

L'IA encadrée par deux textes complémentaires

La directive 2024/2853 ne s'applique pas isolément. Elle s'inscrit dans un écosystème réglementaire européen cohérent, dont l'objectif est de garantir une IA fiable, sécurisée et responsable au bénéfice de tous.

Directive 2024/2853 — Responsabilité

Refonte du régime de responsabilité du fait des produits défectueux. Extension aux logiciels et IA. Allègement de la charge probatoire pour les victimes. Inclusion des données comme dommage réparable.

AI Act — Cadre d'usage

Règlement européen sur l'IA définissant des niveaux de risque (inacceptable, élevé, limité, minimal) et imposant des obligations préalables au déploiement : transparence, robustesse, supervision humaine.

Ensemble, ces deux textes forment un cadre complet : l'AI Act encadre la conception et le déploiement en amont, la directive 2024/2853 gère les conséquences en aval.

CALENDRIER D'APPLICATION

Le calendrier réglementaire : le bon timing, c'est maintenant

Fin 2024

Publication officielle de la Directive 2024/2853 au Journal officiel de l'Union européenne. Entrée en vigueur formelle du nouveau cadre de responsabilité.

1

2

2025

Période de transposition dans les droits nationaux. Les États membres doivent adapter leurs législations. Moment idéal pour anticiper et initier les chantiers de mise en conformité.

3

Fin 2026

Application pleine et entière dans l'ensemble des États membres. Les entreprises non conformes s'exposent à des litiges et à des sanctions. Le délai d'adaptation est compté.

⚠ Attendre la date limite pour se mettre en conformité, c'est s'exposer à des risques juridiques immédiats dès les premières plaintes déposées sous le nouveau régime.

SYNTHÈSE

Ce qu'il faut retenir

1

L'IA est désormais encadrée juridiquement

Logiciels, systèmes d'IA et services numériques intègrent le champ de la responsabilité civile européenne. L'ère du vide juridique pour le numérique est révolue.

2

Les responsabilités sont élargies à toute la chaîne

Du développeur à l'utilisateur final en passant par l'intégrateur, chaque acteur peut être mis en cause. La responsabilité n'est plus l'apanage du seul fabricant.

3

L'anticipation est la meilleure protection

Cartographier, évaluer, encadrer, contractualiser et assurer : les entreprises qui agissent dès aujourd'hui transforment la contrainte réglementaire en avantage concurrentiel.

> Objectif final : utiliser l'IA en confiance — pour l'entreprise, pour ses clients et pour la société.

DIGITAL FlashUP

RESTEZ CONNECTÉS

& Boostez vos compétences numériques sur

EME.GOUV.MC

Gouvernement Princier
PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Extended Monaco Entreprise

MONACO BUSINESS OFFICE